

Le contrat de professionnalisation

Autres formations

Posté par: formations-concours

Publiée le : 7/10/2008 10:23:24

Le contrat de professionnalisation remplace les contrats de qualification et d'adaptation. Les formations peuvent être supérieures à celles proposées par le contrat d'apprentissage. Mais si on y acquiert une qualification on obtient nécessairement un diplôme à l'issue de sa formation.

Qui peut être embauché sous contrat de professionnalisation ?

Peuvent être embauchés dans le cadre d'un contrat de professionnalisation :

- les jeunes âgés de 16 à 25 ans volontaires, qui peuvent ainsi compléter leur formation initiale ;
- les demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus.

Qui peut embaucher un salarié en contrat de professionnalisation

Peuvent conclure des contrats de professionnalisation tous assujettis au financement de la formation professionnelle continue, à l'exception de l'état, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à caractère administratif. Les établissements publics commerciaux et les entreprises d'armement maritime peuvent conclure des contrats de professionnalisation.

Les entreprises de travail temporaire peuvent également embaucher des salariés en contrat de professionnalisation à durée déterminée.

Les conditions particulières d'application du contrat de professionnalisation aux personnels navigants des entreprises d'armement maritime sont fixées par le décret n° 2005-146 du 16 février 2005 (JO du 19).

Conclusion et fin du contrat de travail : quelles caractéristiques ?

Le contrat de professionnalisation est un contrat de travail en alternance à durée déterminée ou indéterminée avec une action de professionnalisation.

Il doit dans tous les cas être établi par écrit. Lorsqu'il est conclu à durée déterminée, il a pour durée celle de l'action de professionnalisation envisagée (voir ci-dessous). Il peut être renouvelé une fois si le

bÃ©nÃ©ficiaire du contrat nÃ© pas pu obtenir la qualification envisagÃ©e pour cause : la formation suivie ;

dÃ©chec aux Ã©preuves dÃ©valuation de la formation suivie ;

de maternitÃ©, de maladie, dÃ©accident du travail ; le contrat Ã

de dÃ©faillance de lÃ©organisme de formation. Lorsque de fin

durÃ©e dÃ©terminÃ©e arrive Ã lÃ©chance, aucune indemnitÃ© le contrat

de contrat nÃ© est due. Si le contrat Ã durÃ©e dÃ©terminÃ©e (ou

lÃ©action de professionnalisation sÃ©; il sÃ©agit dÃ©un contrat Ã durÃ©e

indÃ©terminÃ©e), est rompu avant son terme, lÃ©employeur doit en informer, dans les 30 jours qui suivent cette rupture :

la direction dÃ©partementale du travail, de lÃ©emploi et de la formation professionnelle ;

lÃ©organisme paritaire collecteur agrÃ©Ã© : lURSSAF.

Conclusion et fin du contrat de travail : quelles caractÃ©ristiques

LÃ©employeur sÃ©engage Ã assurer aux bÃ©nÃ©ficiaires dÃ©; un contrat de professionnalisation une formation leur permettant dÃ©; acquÃ©rir une qualification professionnelle et Ã leur fournir un emploi en relation avec cet objectif pendant la durÃ©e du contrat Ã durÃ©e dÃ©terminÃ©e ou de lÃ©action de professionnalisation dans le cadre dÃ©; un contrat Ã durÃ©e indÃ©terminÃ©e.

De son cÃ´tÃ©, le titulaire du contrat sÃ©engage Ã travailler pour le compte de cet employeur et Ã suivre la formation prÃ©vue au contrat. Dans les deux mois qui suivent le dÃ©but du contrat de professionnalisation, lÃ©employeur examine avec le titulaire du contrat lÃ©adÃ©quation du programme de formation au regard des acquis du salariÃ©. En cas dÃ©; inadÃ©quation, lÃ©employeur et le salariÃ© peuvent conclure un avenant au contrat de professionnalisation, dans les limites de la durÃ©e de ce contrat. Cet avenant est transmis Ã lÃ©organisme paritaire collecteur agrÃ©Ã© qui finance la formation (OPCA) puis dÃ©posÃ© par ce dernier auprÃ´s de la direction dÃ©partementale du travail et de la formation professionnelle.

Quelle est la durÃ©e de lÃ©action de professionnalisation ?

LÃ©action de professionnalisation comporte des pÃ©riodes de travail en entreprise et des pÃ©riodes de formation. Sa durÃ©e est comprise entre 6 et 12 mois. Cette durÃ©e peut Ãªtre Ã©tendue dans la limite de 24 mois par convention ou accord collectif de branche, notamment pour les personnes sorties du systÃ“me scolaire sans qualification professionnelle reconnue ou lorsque la nature des qualifications visÃ©es lÃ©exige. Lorsque le contrat de professionnalisation prend la forme dÃ©; un contrat Ã durÃ©e indÃ©terminÃ©e, lÃ©action de professionnalisation se dÃ©roule en dÃ©but de contrat.

Â

Quelle est la durÃ©e de la formation ?

Les actions dÃ©valuation et dÃ©accompagnement ainsi que les

enseignements gÃ©nÃ©raux, professionnels et technologiques sont mis en œuvre par un organisme de formation ou par l'entreprise elle-même si elle dispose d'un service de formation. Ces actions ont une durée comprise entre 15 % et 25 % de la durée totale du contrat. À durée égale à celle d'terminée, sans pouvoir être inférieure à 150 heures, ou de l'action de professionnalisation d'une durée contractuelle indéterminée. Des dispositions conventionnelles peuvent prévoir des actions de formation d'une durée plus longue pour certaines catégories de bénéficiaires (notamment pour les jeunes n'ayant pas achevé un second cycle de l'enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ou pour ceux qui visent des formations diplômantes). Les actions de formation sont financées par les organismes paritaires collecteurs agricoles (OPCA) au titre des contrats et périodes de professionnalisation : le financement s'effectue sur la base des forfaits horaires fixés par accord conventionnel ou il faut d'un tel accord sur la base de neuf euros quinze de l'heure. Ces forfaits comprennent les frais pédagogiques, les cotisations et contributions sociales légales et conventionnelles ainsi que les frais de transport, etc. Toute clause de remboursement des dépenses de formation (clause de « droit à la formation ») par le titulaire du contrat à l'employeur en cas de rupture du contrat de travail est nulle et de nul effet.

Un tuteur est-il obligatoire ?

Dans le cadre des contrats de professionnalisation, l'employeur a la possibilité de désigner un tuteur, mais non obligatoirement. Si l'employeur désigne un tuteur, celui-ci doit être choisi parmi les salariés qualifiés de l'entreprise. La personne choisie doit être volontaire et justifier dans une qualification en rapport avec l'objectif de professionnalisation visée. L'employeur peut aussi assurer lui-même le tutorat s'il remplit les conditions de qualification et d'expérience. Le tuteur a pour mission d'accueillir, d'aider, d'informer et de guider le bénéficiaire du contrat ou de la période de professionnalisation. Il doit également veiller au respect de son emploi du temps. Il assure la liaison avec l'organisme ou le service de formation chargé de mettre en œuvre les actions d'évaluation et d'accompagnement ainsi que les enseignements généraux, professionnels et technologiques, et participe à l'évaluation du suivi de la formation. L'employeur doit lui permettre de disposer du temps nécessaire pour exercer ses fonctions et se former. Lorsqu'il est salarié, le tuteur ne peut exercer simultanément ses fonctions à l'égard de plus de trois salariés bénéficiaires de contrats de professionnalisation ou d'apprentissage ou de périodes de professionnalisation. L'employeur ne peut assurer simultanément le tutorat à l'égard de plus de deux salariés bénéficiaires desdits contrats ou de périodes de professionnalisation.

Dépenses de formation

Les dépenses exposées pour la formation du

tuteur peuvent être prises

en charge par un organisme collecteur des fonds de la formation professionnelle dans la limite de 15 à, par heure de formation pour une durée maximale de 40 heures. Ces dépenses comprennent les frais pédagogiques, les rémunérations, les cotisations et contributions sociales légales et conventionnelles ainsi que les frais de transport et d'hébergement. Par ailleurs, dans la limite d'un plafond de 230 à, par mois et par bénéficiaire pour une durée maximale de 6 mois, les organismes collecteurs peuvent prendre en charge les dépenses liées à l'exercice du tutorat.

Quelles sont les conditions de travail du salarié ?

Le titulaire d'un contrat de professionnalisation est un salarié à part entière. À ce titre, les lois, les règlements et la convention collective lui sont applicables dans les mêmes conditions qu'aux autres salariés, dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas incompatibles avec les exigences de leur formation. La durée du travail incluant les périodes où le salarié est en formation ne peut excéder 16 heures quotidienne légale ou 35 heures hebdomadaire de travail pratiqué dans l'entreprise ni la durée quotidienne légale du repos hebdomadaire. À

Quel est le montant de la rémunération ?

Jeunes de 16 à 25 ans volontaires
Sauf dispositions conventionnelles ou contractuelles plus favorables, les salariés âgés de moins de 26 ans en contrat de professionnalisation perçoivent pendant la durée de leur contrat à durée déterminée ou de l'action de professionnalisation (dans le cadre de leur contrat à durée indeterminée) un salaire minimum calculé en fonction de leur âge et de leur niveau de formation. Ce salaire ne peut être inférieur à 55 % du Smic pour les bénéficiaires âgés de moins de vingt et un ans et à 70 % du Smic pour les bénéficiaires de vingt et un ans et plus. Ces rémunérations ne peuvent être inférieures, respectivement, à 65 % et 80 % du Smic, dès lors que le bénéficiaire est titulaire d'une qualification au moins égale à celle d'un baccalauréat professionnel ou d'un titre ou diplôme à finalité professionnelle de même niveau. Le taux de rémunération change le premier jour du mois qui suit l'anniversaire du jeune.

Salariés d'au moins 26 ans

Les titulaires d'un contrat de professionnalisation âgés d'au moins 26 ans perçoivent pendant la durée de leur contrat à durée déterminée ou de l'action de professionnalisation (dans le cadre d'un contrat à durée indeterminée), une rémunération qui ne peut être inférieure ni au Smic ni à 85 % de la rémunération minimale prévue par la convention ou l'accord collectif de la branche dont relève l'entreprise où ils sont employés. Sauf si un taux moins élevé est prévu par une convention collective ou un contrat particulier, les avantages en nature dont bénéficie le titulaire du contrat de professionnalisation peuvent être déduits du salaire dans la limite de 75 % de la deduction autorisée pour les autres salariés par la réglementation applicable en matière de sécurité sociale. Ces deductions ne peuvent excéder, chaque mois, un montant égal aux trois quarts du salaire.

Quelles sont les incidences pour l'entreprise d'une embauche en contrat de professionnalisation ?

L'entreprise bénéfice de plusieurs avantages : exonération des cotisations patronales de sécurité sociale (maladie, maternité, invalidité, vieillesse-dépendance), accident du travail et allocations familiales, lorsque le contrat est conclu avec un jeune de moins de 26 ans ou un demandeur d'emploi de 45 ans ou plus. Cette exonération s'applique jusqu'à la fin du contrat si le contrat est conclu pour une durée déterminée, ou jusqu'à la fin de l'action de professionnalisation si le contrat a été conclu pour une durée indéterminée. Son montant est égal à celui des cotisations afférentes à la fraction de rémunération n'existant pas le produit du Smic par le nombre d'heures réglementaires, dans la limite de la durée légale du travail calculée conventionnelle applicable dans l'établissement ; non-prise en compte des titulaires d'un contrat de professionnalisation dans les seuils d'effectifs, exception faite en matière de tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Cette disposition s'applique jusqu'au terme du contrat si il a été conclu pour une durée déterminée, ou jusqu'à la fin de l'action de professionnalisation lorsque le contrat est à durée indéterminée.

L'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale est subordonnée au respect par l'employeur de l'ensemble des obligations mises à sa charge au titre des contrats de professionnalisation. À défaut, le DDTEFP peut, par démission motivée, prononcer le retrait du bénéfice de cette exonération. Une aide forfaitaire peut être attribuée à l'employeur qui embauche un allocataire du régime d'assurance chômage, dans le cadre d'un contrat de professionnalisation.

Quelles sont les démarches à accomplir ?

L'employeur doit adresser le contrat de professionnalisation à l'organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) au titre de l'alternance au plus tard dans les 5 jours qui suivent le début du contrat. Cet organisme démet un avis sur le contrat de professionnalisation et décide de la prise en charge des dépenses de formation. Dans tous les cas, dans le délai d'un mois à compter de la date de réception du contrat de professionnalisation, l'OPCA dépose le contrat, l'avis et la démission relative au financement à la DDTEFP du lieu d'exécution du contrat. La DDTEFP enregistre le contrat si il est conforme aux dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles qui le régissent. Il notifie sa démission à l'employeur et à l'OPCA. L'absence de réponse au-delà d'un mois à compter de la date de dépôt vaut démission enregistrement. En cas de refus d'enregistrement, l'employeur doit, préalablement à tout recours contentieux, former un recours devant le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Ce recours doit être formé dans un délai d'un mois à compter de la notification de la démission contestée. À